



# Syndicat Finances Publiques Haute-Corse

BASTIA le 17 janvier 2018

**le Préfet reconnaît la légitimité de nos revendications.  
Mais pour les faire aboutir une seule solution; poursuivre la mobilisation.  
Jeudi tous au Novelty à partir de 16H.**

Les syndicats des Finances Publiques de Haute-Corse ont été reçus ce jour durant près d'une heure par M GAVORY Préfet de Haute-Corse. A tour de rôle nous avons exposé l'ensemble de nos revendications demandées par les personnels qui figurent dans l'appel intersyndical pour le rassemblement de demain.

Un échange concret et détaillé qui a reçu du moins dans le discours, la compréhension voir l'accord du 1er représentant de l'État dans le département.

Concernant le maintien de la DDFIP 2B avec la création de la collectivité unique, le Préfet s'est voulu rassurant en affirmant «que la circonscription administrative Haute-Corse » était maintenue et que «l'État ne se désengagera pas».

Concernant l'implantation en Haute-Corse d'un service de la DGFIP à compétence Nationale ou Interrégionale, pour compenser la perte de la Paierie notamment, le Préfet soutient cette demande et informera Bercy et le gouvernement.

Concernant notre demande de stopper le transfert des Produits Divers à Avignon, et l'inégalité de traitement qui en résulte puisque nous serons la seule région privée de ce service, le Préfet reconnaît également la légitimité de notre démarche.

La CGT est revenue sur la nécessité de maintenir les services de proximité tant auprès des élus que des populations. Pas question de laisser mourir des postes dans le rural comme s'appête à le faire la DGFIP

D'ailleurs, le Préfet fait la même lecture que nous sur la Loi Montagne qui garantit pour la Corse une accessibilité, une proximité et une pérennité des services notamment pour tenir compte des durées de trajet importantes sur l'île.

Concernant le statut de la Corse et son évolution, M GAVORY affirme que les Finances sont des services Régaliens de l'État. Au vu de la volonté de la DGFIP de privatiser par exemple le service de renseignement pour la retenue à la source on peut en douter!! Pour le Préfet, la visite le 6 février prochain du Président de la République permettra de clarifier la position de l'État sur sa présence en Corse et les moyens attribués. Dans la mesure où M Macron veut supprimer 120 000 postes de fonctionnaires dont au moins 16 000 à la DGFIP comment fera-t-il pour donner à la Corse les moyens nécessaires!!! Le pacte Girondin consiste pour le Préfet à donner à la Corse les moyens de faire fonctionner la collectivité unique afin qu'elle assure et assume l'ensemble de ses compétences ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. **Pour la CGT, et le Préfet le reconnaît, la collectivité unique ne pourra fonctionner et être performante sans moyens attribués aux services de l'État en Corse et notamment à la DDFIP de Haute-Corse.**

La réforme constitutionnelle prévue permettra grâce à son article 72 «un Droit à la différenciation pour tenir compte des spécificités régionales». Il n'y a donc pas de raisons que la Corse et notre DDIP ne bénéficie pas de moyens pour assurer ses missions particulières reconnues en matière fiscale et foncière. A commencer par rétablir l'égalité de traitement en maintenant le service des produits divers en Corse et à Bastia (service qui recouvre pour les collectivités les taxes d'aménagement pour 3 milliards d'euros annuels).

Cette réunion nous a permis d'échanger mais surtout (même si nous le savions déjà) de prouver au Préfet que nous portions des revendications d'intérêt général au service de la justice fiscale et du développement économique de notre région.

**Alors demain on se mobilise car c'est de notre emploi et de notre vie au travail qu'il s'agit. Dès 16H tous au Novelty. On y va et on y reste le temps qu'il faudra.  
On lâche rien.**